

survie » (RéGINE Waintrater, p. 161) transmettrait non des biens mais un sens de la nécessité, d'où naîtrait un savoir-faire.

« Héritière » de ce génocide, Janine Altounian porte, presque comme un enfant, le manuscrit de son père et mobilise (comme elle le fait dans tous ses livres) des voix, des pensées, qui peuvent donner résonance à la douleur de ce qui s'est passé là. Ainsi pouvons-nous suivre, grâce à un appareil critique minutieux de Krikor Beledian accompagnant le texte de Vahram Altounian, l'odyssée négative de cet adolescent. Nous pouvons également lire le récit de l'élaboration de ce texte dans le psychisme de sa descendante, dont la temporalité conduit ultimement à ce terme : « Maintenant que tout le monde [les survivants du génocide] est mort » (p. 131). Surtout, les auteurs insistent sur l'importance de l'étalement psychique, non seulement de la traduction du texte paternel (du turc en français, langue du pays d'accueil), mais aussi, par-delà l'acte de piété que constitue sa publication, sur le passage d'une mémoire individuelle à une mémoire collective, celle notamment de tous les orphelins de l'Histoire. « Les ancêtres assassinés, écrit Janine Altounian, ne disposent que de la bouche des vivants pour témoigner de ce qu'ils ont vécu. Les vivants n'existent que par leur fidélité aux ancêtres assassinés qu'ils portent en eux ».

Carine Trevisan

CERILAC, université Paris 7-Diderot
carine.trevisan@univ-paris-diderot.fr

Violaine APPEL, Cécile BANDO, Hélène BOULANGER, Gaëlle CRENN, Valérie CROISSANT, Bénédicte TOULLEC, dirs, *La mise en culture des territoires. Nouvelles formes de culture événementielle et initiatives des collectivités locales.*

Nancy, Presse universitaires de Nancy, 2008, 275 p.

Cet ouvrage collectif confronte différents événements culturels portés par les collectivités territoriales. Son objectif est d'appréhender un phénomène politique, culturel et communicationnel qui, aujourd'hui, revêt une importance majeure dans les politiques locales. Les initiatives en la matière s'accompagnent souvent de justifications sur l'importance qu'il y a de redécouvrir et se réapproprier des territoires injustement disqualifiés et dont on cherche à améliorer l'image (Gravari-Barbas M., Violier P., *Lieux de culture, culture des lieux. production(s) culturelle(s) local(s) et émergence des lieux : dynamiques, acteurs, enjeux*, Rennes, Presse universitaires de Rennes, 2003).

Dans la première partie – « Construction des identités et mise en image des territoires » –, les auteurs éclairent le processus territorial de reconnaissance par des groupes à partir des expériences culturelles auxquelles ils sont invités à participer. Ainsi Laurent Béru (pp. 41-52) met-il en lumière le double processus d'assignation d'un genre musical – le rap – à un territoire (la banlieue), et la promotion de manifestations autour de cette pratique. Il étudie le dépassement des stéréotypes qui s'opère via les politiques conduites et qui constitue une opportunité pour la légitimer. En effet, dans la cité populaire, le nombre de groupes de hip hop étant non négligeable, les responsables municipaux des secteurs ayant en charge la culture encouragent les initiatives de jeunes artistes amateurs du mouvement officiellement englobé sous l'expression « cultures urbaines » (p. 50).

Concernant un autre type de manifestation, Rachel Jacopin, Jean-Pierre Husson et Marc Benoit (pp. 53-63) rendent compte des transformations du regard porté sur un territoire, à l'occasion d'une fête du paysage organisée dans l'ouest vosgien rural. Dans cette action de développement d'un territoire stigmatisé par sa faible densité, l'implication des publics génère l'émergence de nouvelles revendications, telles la patrimonialisation et la qualité de vie. Sont évoquées les retombées servant à évaluer la mobilisation des forces locales et son impact sur le projet politique d'aménagement. Est également étudié l'enseignement que l'on peut tirer d'une manifestation de ce type. Trois logiques sont mises en évidence (p. 54) : l'appropriation de l'espace par la reconnaissance de paysages agrestes ; la recherche de consensus ; l'émergence d'une nouvelle territorialisation portée par le développement local. Concernant un environnement proche, Sévrine Langneaux (pp. 65-74) détaille les perceptions contrastées que différents publics associent aux fêtes rurales, confrontant des images opposées de l'euroanéité et de la romanité. Le spectacle folklorique se présente comme un trait culturel national et induit des émotions collectives médiatisant la relation à l'altérité. Ici, la culture affiche deux fonctions conjointes : affirmer les spécificités irréductibles à chaque peuple ; tendre à l'universalisme par le mimétisme. Ainsi la localité apparaît-elle comme étant une réponse à la corrosion d'un contexte mondialisant ; elle est composée d'un ensemble de sentiments permettant de faire face aux transformations des formes sociales (p. 72).

Changement de cadre avec Emmanuel Da Silva (pp. 75-83) qui rend compte de la constitution d'un

territoire flou, « l'Arctique », à travers l'engagement des communautés rassemblées par les Jeux de l'Arctique. Le chercheur présente un exemple contemporain de création simultanée d'une identité et d'un territoire, par le biais d'un événement culturel et sportif international. Les nombreuses facettes de celui-ci célèbrent une unité culturelle et identitaire des populations du Grand Nord, quelles que soient leur origine, nationalité, sexe et âge. En fait, ce qui définit ce territoire n'est pas tant une stricte délimitation géographique ou politique que la symbolisation d'un ensemble de caractéristiques jugées fécondes pour développer une identité particulière. Le premier principe fondateur consiste en la construction d'une différenciation défavorable. Le second est l'ancrage local, ou plus exactement l'attention portée à celui-ci. La communauté qui se construit sur ce territoire symbolique doit être suffisamment ouverte et attentive pour que chaque individu concerné ait conscience qu'il peut participer à la construction du collectif.

La seconde partie de l'ouvrage se concentre sur la production de projets et les rapports entre acteurs impliqués dans le montage de ces derniers. Émilie Pamart (pp. 87-100) analyse la mise en place d'une régie culturelle et montre comment celle-ci autorise un réagencement des acteurs et pratiques au profit d'une logique territoriale plus affirmée. Son objectif est de comprendre les modalités de production de sens assigné à un territoire et sa mise en lisibilité. Elle interroge la création d'un nouvel outil de gestion et de programmation, dans les domaines du spectacle vivant et du cinéma (la Régie culturelle Ouest Provence). De toute évidence, cet outil joue un rôle de médiateur entre acteurs et habitants, ce afin de diffuser et consolider des représentations renouvelées du territoire. L'une des dimensions étudiées est politique : il s'agit de comprendre le territoire « comme un mode de découpage et de contrôle de l'espace » (p. 88). Une autre est symbolique et pose la question de la production identitaire. Enfin, une autre encore est historique et permet d'approcher le territoire en ce qu'il se construit sur le temps long, en particulier du point de vue de la production symbolique. C'est aussi aux montages événementiels que Martine Regourd (pp. 101-111) s'intéresse. Elle analyse la mise en réseau des musées du Gers, pointant le fait que si celle-ci permet d'éviter des blocages institutionnels, elle comporte également des limites dans la conduite à long terme d'une action publique. Dans cette étude, il s'agit donc de montrer comment, dans un territoire rural, le mode événementiel tend à devenir le mode d'intervention

normal de la politique culturelle des collectivités locales. Pour sa part, Michel Jean Lavaud (pp. 113-125) rend compte d'une recherche-action visant à étudier l'association de douze cantons dans la création d'un pays d'art et d'histoire articulé autour du fleuve (le Rhône) qui le structure. Les images contrastées portées par des producteurs et la difficulté à définir la place des habitants dans le processus en s'appuyant sur la réalité vécue d'un territoire, révèlent la complexité de l'entreprise. C'est aussi la complexité qui caractérise le montage de l'année culturelle au Luxembourg et de la Grande Région, capitale européenne de la culture en 2007. L'analyse qu'en donne Éric Auburtin (pp. 127-135) permet de démêler l'enchevêtrement historique des niveaux d'actions ainsi que leurs effets en termes de territoire, de frontières, ou d'incertitudes sur les stratégies des différents partenaires. Traitant de la politique municipale de la ville de Nantes, Laura Delavaud (pp. 137-145) insiste, elle aussi, sur les trajectoires individuelles de personnalités clés. Elle tente de faire comprendre en quoi l'investissement dans le domaine culturel est important aujourd'hui pour les municipalités. Fondant son propos sur une enquête de terrain réalisée à l'espace d'art contemporain de la ville (pp. 140-141), elle montre l'intérêt porté par le pouvoir local à ces apports non culturels et qui ont des conséquences dans le monde de la culture : « Si le soutien des pouvoirs publics permet en France la diffusion de l'art contemporain, il semble aussi qu'il n'encourage pas complètement l'inscription de ses acteurs dans la dynamique artistique internationale comme le montre d'ailleurs la faible représentation des artistes français sur la scène internationale de l'art contemporain » (p. 144). L'analyse de Didier Manuel (pp. 147-158) apporte un point de vue complémentaire et critique sur les contraintes – essentiellement d'ordre communicationnel – que ces politiques font peser sur l'indépendance artistique. À cette occasion, il en appelle à des résistances interstitielles, faisant l'hypothèse que la mise en culture des territoires passe avant tout par la possibilité pour l'artiste de se réapproprier les terrains d'actions. Toutefois, l'ensemble de ces arguments n'a de sens que si l'on croit encore à l'idée que l'art et la culture sont en mesure d'apporter plus qu'une simple distraction mais participent bien à la construction de la cité des hommes.

La troisième et dernière partie, consacrée aux « dispositifs et déploiement des événements culturels », rassemble des travaux qui précisent la forme et la mise en œuvre des dispositifs, dans leur ensemble aussi bien que sur un aspect particulier.

Émilie Da Lage (pp. 161-173) en montre la subtilité à travers le cas des ambassadeurs de Lille 2004, la cohérence entre le mode d'implication des acteurs et la communication de l'événement en constituant un point crucial. Ces bénévoles sont à la fois relais et image de l'événement, dans un dispositif à première vue normatif. Cependant, la façon dont, par leur propre travail d'interprétation, ils peuvent le déjouer où l'orienter a pour effet de transformer le sens de l'événement, introduisant de l'épaisseur là où les concepteurs souhaitent parfois une opérativité plus immédiate des dispositifs sur les publics visés. Un décalage trop prononcé entre les formes de participation proposées aux publics et l'image de l'opération peut également causer de sérieuses difficultés. De son côté, Alain Lavigne (pp. 175-185) étudie le cas des Fêtes de la Nouvelle France. À cette occasion, un des points à respecter est l'adéquation du dispositif élaboré au territoire investi ; c'est ce que suggère l'analyse de Claire Maheo et Manuelle Aquilina (pp. 187-200), fondée sur les projets de deux cités bretonnes. Fortes d'un état des lieux concernant leurs atouts territoriaux propres et de la mise en œuvre de thématiques originales visant à s'éloigner des stéréotypes folklorisant, celles-ci ont inventé des formes événementielles atypiques. Par la création de ces dispositifs spécifiques, elles sont parvenues à créer des stratégies de différenciation pertinentes, aptes à la reconnaissance de micro-territoires culturels viables dans la durée. À l'inverse de cette stratégie de « niche » réussie, un positionnement inadéquat peut compromettre les rapports noués entre un acteur culturel et le territoire dans lequel il s'insère, comme le montre le cas du Centre Saint-Jean d'Angely ; c'est ici une analyse sémio-pragmatique, envisagée par Gérard Chandès et Alain Ohnenwald (pp. 201-213), qui en révèle les points de blocage et les perspectives. Une meilleure compréhension des projets et des dispositifs passe par l'étude des représentations et des modes d'actions propres aux acteurs qui investissent le champ de l'action culturelle. Ainsi, en analysant les acceptions du terme même de « territoire » dans les centres d'art, Sarah Cordonnier (pp. 215-227) est-elle en mesure de mieux en comprendre le positionnement initial ainsi que ses évolutions. Quant à Élie Macaire (pp. 229-243), elle étudie le cas singulier de l'intervention des architectes dans la culture événementielle, saisissant à la fois ce qui caractérise leurs modes d'action en tant que profession, et les formes particulières de dispositifs auxquels leur ethos donne lieu. Enfin, Laurent Sébastien Fournier (pp. 243-254) porte son attention sur la constitution des fêtes locales traditionnelles comme ressources touristiques pour

le territoire, *via* un processus de requalification qui passe du « cultural » au « culturel », et surtout à leur inscription dans un calendrier festif, qui devient en lui-même un instrument de valorisation touristique. Par ce biais, il éclaire un aspect essentiel de l'élaboration des dispositifs, à savoir la gestion de la temporalité.

Mona Aghababaie

CREM, université Paul Verlaine-Metz
monababaie@hotmail.com

Anne COUSSEAU, Dominique DENÈS, dirs, Marguerite Duras. *Marges et transgressions*.

Nancy, Presses universitaires de Nancy, coll. Le texte et ses marges, 2006, 299 p.

Marguerite Duras. Marges et transgressions reprend les actes d'un colloque qui s'est tenu les 31 mars, 1^{er} et 2 avril 2005 à l'université Nancy 2, avec le soutien de la Société Duras (Angleterre). En fin de volume, plusieurs photographies de l'écrivaine sont indexées ; elles sont signées Fabienne Fabre. L'examen de l'œuvre – comme celui de la figure de l'auteur – semblent indissociables de l'image aux marges du texte. Dans sa présentation, « Le périmètre illimité de l'écriture », Madeleine Borgomano (université d'Aix-en-Provence) parle aux « endroits des bords » (p. 24) de l'écriture et rappelle que, dans le processus de création de Marguerite Duras, s'entremêlent – cycliquement – écriture et histoire de l'écriture. Dans ce rapport entre textes et marges paratextuelles, le film devient la diégèse de plusieurs livres combinés. Paradoxalement, ce refus de la représentation univoque relance l'écriture au « point d'arrêt » (p. 18) qu'il représente. Or, ce dépassement de l'écriture comme transgression d'un interdit marque de « nouvelles frontières narratives » (p. 23). Une démonstration visant à mettre en lumière le fait que le brouillage des codes référentiels travaillés par Marguerite Duras au fil des réécritures, repose sur la multiplication des plans énonciatifs. Ainsi la confusion de la limite entre le texte et son écriture, entre le début et la fin, entre le dedans et le dehors, représenterait-il « une profonde subversion » (p. 23) de cette limite. Mais de quelle transgression s'agit-il ?

À partir de divers domaines disciplinaires (littérature, théâtre, cinéma, photographie, stylistique) réunissant plusieurs intervenants d'horizons différents (Suède, Italie, Belgique, Japon, États-Unis, France), la perspective de recherche se donne à réfléchir la modernité de cette attraction des marges dans l'écriture non bornée de l'écrivaine. Aussi l'ensemble de l'appareil critique s'organise-t-il en six grandes